

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Sommaire</b> .....	7
<b>La nécessité d'une « révision émotionnelle » en vue d'assurer une meilleure intégration des personnes en situation de handicap</b>	
Par Marie-Claire CAGNOLO .....	9
Introduction .....	9
Conclusion .....	17
Bibliographie .....	17
<b>La notion juridique de handicap</b>	
Par Anne-Sophie MUGNIER-RENARD .....	19
I. La genèse de la notion .....	19
II. La définition légale du handicap .....	23
A. les enjeux d'une définition de la notion de handicap .....	23
B. L'appréciation de la définition du handicap .....	32
III. La distinction avec les notions voisines .....	39
A. Handicap et notions synonymes .....	39
1. Handicap, dépendance et perte d'autonomie .....	39
2. Handicap, incapacité, invalidité et inaptitude .....	41
a) la confrontation de la notion de handicap aux notions du droit civil .....	41
b) la confrontation du handicap aux notions du droit de la sécurité sociale .....	44
B. Altération substantielle durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions, trouble de santé invalidant et altération d'une fonction psychique .....	45
1. Handicap et maladie .....	45
2. Altération d'une fonction psychique et maladie mentale .....	47
Bibliographie .....	49

### PARTIE I

#### LES FONDEMENTS DE L'INTERVENTION LÉGISLATIVE

<b>La protection des personnes handicapées aspects européens et internationaux</b>	
Par Myriam BENLOLO-CARABOT .....	55
I. L'évolution substantielle de la protection des personnes handicapées .....	56
A. Une protection au départ peu précise et lacunaire .....	56

1. Un droit essentiellement déclaratoire .....	56
2. Des normes juridiques qui ne visent que rarement les personnes atteintes d'un handicap d'une manière spécifique .....	57
B. Les droits des personnes handicapées, des droits sociaux fondamentaux .....	60
1. Une prise en compte désormais spécifique .....	61
2. L'affirmation d'un droit social fondamental .....	62
II. L'évolution procédurale de la protection des personnes handicapées : vers la justiciabilité ? .....	63
A. Les obligations positives de l'État .....	64
1. Discrimination et obligations positives en droit européen .....	64
2. L'étendue des obligations étatiques dans la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées .....	66
B. L'affermissement de la justiciabilité .....	67
1. Sur le plan communautaire et européen .....	67
2. Sur le plan international .....	69

### **Dignité de la personne humaine et handicap**

#### **Une introduction possible à la Philosophie du Droit**

Par Alain JENNY .....	71
I. Un problème insoluble ? .....	75
II. Un problème déjà résolu ? .....	80
III. Aux principes du Droit .....	84
Conclusion .....	92

## **PARTIE II**

### **DE LA DISCRIMINATION POSITIVE À LA DISCRIMINATION NÉGATIVE**

#### **L'accès à l'éducation**

Par Laurent SIGUOIRT .....	97
I. L'existence d'un droit à la scolarisation .....	99
A. La primauté de la scolarisation en milieu ordinaire .....	100
B. L'individualisation du parcours éducatif .....	101
II. L'efficacité du droit à la scolarisation .....	105
A. L'incidence de l'obligation à la charge de l'État en matière de scolarisation des enfants handicapés .....	107
B. L'incidence des conditions de recours aux procédures de référé .....	110
Conclusion .....	111

#### **Fonction publique et loi handicap du 11 février 2005 : esquisse d'un bilan intermédiaire**

Par Augustin BOUJEKA .....	115
I. Possibilité d'un bilan immédiat des moyens .....	116

A.	Des voies d'accès ambitieuses mais de mise en œuvre laborieuse.....	116
1.	Voies d'accès des personnes handicapées à la fonction publique.....	117
a)	Accès par concours classique.....	117
b)	Accès par la voie contractuelle.....	119
2.	La compatibilité du handicap avec l'emploi.....	121
3.	La difficile rencontre de l'offre et de la demande d'emploi des personnes handicapées.....	121
B.	Des dispositifs de maintien dans l'emploi encore sous-exploités.....	122
1.	La compensation du handicap dans la fonction publique.....	122
2.	Le reclassement professionnel des fonctionnaires handicapés.....	124
II.	Ébauche d'un bilan différé des résultats.....	124
A.	Raisons de l'impossibilité d'un bilan des résultats.....	124
B.	Éléments d'un bilan effectif.....	126
	<b>L'obligation d'emploi en entreprise ordinaire</b>	
	Par Olivier LUTUN.....	127
I.	Une obligation opposable à l'entreprise.....	129
A.	Une obligation démultipliée.....	129
1.	Un arsenal incitatif et coercitif.....	129
2.	Le relais du monde associatif.....	130
B.	La protection du travailleur handicapé.....	132
1.	Le principe de non-discrimination.....	133
2.	L'obligation de reclassement du salarié devenu handicapé.....	134
3.	L'obligation de sécurité de l'employeur.....	135
II.	Une obligation inadaptée au contrat de travail.....	137
A.	Les palliatifs à l'obligation d'emploi.....	137
1.	Les possibilités d'exonération partielle.....	137
2.	Les possibilités d'exonération totale.....	139
B.	L'assimilation du travailleur handicapé à la collectivité.....	140
1.	La rupture inhérente au travailleur handicapé.....	141
2.	La rupture pour motif économique.....	142
	<b>De la discrimination positive à la discrimination négative</b>	
	<b>Dans les entreprises adaptées et les ESAT</b>	
	Par Amélie GONZALEZ.....	145
I.	Le statut juridique du travailleur en situation de handicap.....	147
A.	Le statut hybride du travailleur handicapé en ESAT.....	147
1.	Un statut d'usager du service médico-social.....	147
2.	Le bénéfice de droits sociaux propres aux salariés.....	151
B.	En EA et en CDTD.....	152
II.	L'accès au « milieu ordinaire ».....	155

A. Mise à disposition.....	155
B. Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) .....	156
C. Sous-traitance .....	158
D. Priorité de réembauchage .....	158
<b>L'accessibilité des lieux et des transports publics : 5 ans après...</b>	
Par Stéphane GUÉRARD .....	161
I. Le champ d'application de l'obligation d'accessibilité des lieux et transports publics .....	163
A. Des lieux publics aux transports collectifs .....	164
B. Des personnes handicapées aux personnes à mobilité réduite ....	165
II. L'état concret des « lieux » .....	166
A. Les transports collectifs.....	167
B. Les équipement publics locaux .....	168
<b>Table des matières</b> .....	171